



SOUS-PREFECTURE DU HAVRE

Collectivités Locales, Environnement et Réglementation
95 boulevard de Strasbourg - BP 32
76083 LE HAVRE CEDEX
Tél : 02.35.13.34.32 ou 34.34 - Fax : 02.35.13.34.35
mél : christine.barriaux@seine-maritime.gouv.fr
ou mél : martine.laporte@seine-maritime.gouv.fr

Le numéro W762004336
est à rappeler dans toute
correspondance

Récépissé de Déclaration de CREATION de l'association n° W762004336

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d'association ;
Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

Le Sous-Préfet du Havre

donne récépissé à **Mademoiselle la Présidente**
d'une déclaration en date du : **17 juin 2010**
faisant connaître la constitution d'une association ayant pour titre :

AFRIQUE DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE INTEGRE DURABLE ET DES ECHANGES (AFRIQUE DECIDE FRANCE)

dont le siège social est situé : 49 rue du clos du puits
76610 Le Havre

Décision prise le : **06 juin 2010**

Pièces fournies : Liste dirigeants
Statuts

Pour le S/Préfet et par délégation
Le Chef de Bureau

Le Havre, le 17 juin 2010

Anne LAURENT

Loi du 1 juillet 1901, article 5 - al.5.6 et 7 - Décret du 16 août 1901, article 3 :

Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts. Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés.

Les modifications et changements seront, en outre, consignés sur un registre spécial qui devra être présenté aux autorités administratives ou judiciaires chaque fois qu'elles en feront la demande.

Loi du 1 juillet 1901, article 8 - al.1 :

Seront punis d'une amende de 1500 € en première infraction, et, en cas de récidive, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.

NOTA :

L'insertion au Journal Officiel des modifications portant sur le titre, l'objet, le siège social d'une association est facultative. Elle ne peut être exigée des tiers car le récépissé délivré par les services préfectoraux fait foi dans tous les cas.

La loi 72-17 du 6 janvier 1973 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la déclaration relative à votre association dont les destinataires sont les services préfectoraux et les services de l'Etat concernés. L'article 40 de cette loi vous garantit un droit d'accès et de rectification. Celui-ci peut s'exercer auprès du préfet ou du sous-préfet de l'arrondissement du siège de votre association, pour les données à caractère personnel concernant les personnes physiques déclarées comme étant chargées de sa direction ou de sa administration.

Do.e Fondation Louis